SEANCE ORDINAIRE DU MARDI 24 SEPTEMBRE 2024

République Française
Département de Seine Maritime
Canton de Octeville sur Mer
Commune de Hermeville

L'an deux mil vingt quatre, MARDI 24 SEPTEMBRE à
19 heures

Les membres composant le conseil municipal de
Hermeville sous la présidence de Mr LHEUREUX
Laurent Maire

En exercice : 11
Présents : 10
Votants : 11

Date convocation :
17 SEPTEMBRE 2024

étaient présents : Mr VASSET Jean Paul 1er adjoint ,
Mr QUAVALIER Jérôme 2e adjoint, Benjamin
CAMAILLE, MMe Nadia COIGNET, MMe VASSET
Christelle, Mme HENRY Maryline, Mme
HERRENSCHMIDT Catherine, Mme LEGRAND
Maryline, Mr GEFFROY Cyril, Mr CHARPENTIER
Eric

Eric CHARPENTIER a été nommé secrétaire de
séance.

Ordre du jour

- approbation pv dernière réunion
- abrogation délégations consenties au maire
- recensement population 2025
- SCOT (schéma cohérence territorial)
- fonds aide aux jeunes
 - décisions modificatives
- food truck
- tarif location salle polyvalente
- Noel des anciens
- questions diverses

- **DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE AU TITRE DE
L'ARTICLE L2122-22 du CGCT" portant abrogation de la délibération du
2024/4/15 du 28 juin 2024 (délibération 2024/5/19 DU 24 septembre)**

Vu les articles L 2122-22 et L 21122-23 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que le maire de la commune peut recevoir délégation du conseil municipal
afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de
décisions,

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter des modifications aux délégations
précédemment accordées,

Considérant qu'il y a lieu de favoriser une bonne administration communale et après en
avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : Le maire est chargé, pour la durée du présent mandat, et par délégation du conseil municipal :

(1) D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

(2) De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires **pour un montant maximal de 20 000 euros**

(4) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

(5) De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

(6) De passer les contrats d'assurance ;

(7) De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

(8) De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

(9) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

(10) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

(11) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

(12) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (*domaines*), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

(13) De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

(14) De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

(17) De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal, d'un **montant maximum de 5000 EUROS**

(18) De donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

(19) De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par

le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

23) De prendre les décisions mentionnées aux articles [L. 523-4](#) et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24) D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Article 2 : Conformément à l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les compétences déléguées par le conseil municipal pourront faire l'objet de l'intervention du premier adjoint en cas d'empêchement du maire.

Article 3 : Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 4 Cette délibération abroge la précédente **délibération 2024/4/15 du 28 juin 2024**

RECRUTEMENT ET LA REMUNERATION DE L'AGENT RECENSEUR

(délibération 2024/05/20)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu le décret n° 88-145 modifié du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires ;

Considérant :

✎ Qu'il est nécessaire de créer un emploi d'agent recenseur vacataire afin de réaliser les opérations du recensement de la population dont l'enquête se déroulera du 16 janvier au 15 février 2025,

✎ Qu'il appartient également à la commune de fixer la rémunération des agents recenseurs,

Le conseil municipal à l'unanimité décide la création d'un emploi de vacataire pour l'enquête de recensement du 16 janvier au 15 FEVRIER 2025

.

➤ DECIDE

de recruter Mme JOUET Isabelle

de Fixer l'indice de rémunération correspondant à **la dotation forfaitaire de l'ETAT**

➤ **DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents et aux charges sociales seront inscrits au budget primitif de l'exercice 2025 - chapitre 64

AVIS SUR LE SCoT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE LE HAVRE SEINE METROPOLE (LHSM). (délibération 2024/05/21)

Le Maire indique aux membres du Conseil municipal que le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole a été arrêté en Conseil communautaire le 04 juillet 2024. Il rappelle que le SCoT est un document d'urbanisme qui fixe les orientations d'aménagement et de développement (habitat, transports, activités économiques, protection du paysage et de l'environnement, ...) du territoire intercommunal.

Conformément au Code de l'urbanisme, le SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire est composé d'un rapport de présentation, du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), de l'évaluation environnementale et du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) comprenant un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC), l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de SCoT ainsi que la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le DOO.

Conformément à l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme, le projet de SCoT est transmis pour avis au Préfet, aux collectivités et aux Personnes Publiques Associées.

VU le Code général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 143-20 et R 143-4, Considérant qu'il convient d'émettre un avis sur le projet de SCoT arrêté par la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole le 4 juillet 2024 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL Après en avoir délibéré, DÉCIDE :

d'émettre un avis favorable

FONDS AIDES AUX JEUNES (délibération 2024/5/22)

Le Département demande une participation "fonds aide aux jeunes", calculée sur la base de 0.23 euros par habitant. Après avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité de participer pour l'année 2024, soit 87.86 euros (0.23 cts x 382 habitants)

DECISION MODIFICATIVE ANNULATION SALLE (délibération 2024/5/23)

Mr LANDRIN Bastien et Mme PELLETIER demande le remboursement de la location de la de la salle en date du 25 et 26 mai 2024, pour motif du décès du grand père un mois avant la manifestation et selon le contrat de location autorisant la restitution de la location pour événement grave

Après délibération, le conseil municipal accepte à l'unanimité le remboursement de la location et procède à une décision modificative :

ART 673 + 350 euros art 752 - 350 euros

délègue Mr le Maire pour effectuer le remboursement

DECISION MODIFICATIVE LOCATION DE SALLE année 2020 A ANNULER

FAUTE DE NON PAIEMENT (délibération 2024/5/24)

Certaines créances demeurent irrécouvrables, même après les poursuites effectuées par le comptable public, il est alors fondé à demander à la Collectivité l'admission en non-valeur des sommes non recouvrées.

L'admission en non valeur peut concerner des créances irrécouvrables ou des créances éteintes :

- Créances irrécouvrables (pour insolvabilité, départ sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritier, montant inférieur au seuil de recouvrement, poursuites sans effet...) . Il est précisé que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur.

- La créance éteinte faisant suite à une décision juridique s'impose à la collectivité et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public. (Procédure en rétablissement personnel, clôture pour insuffisance d'actifs lors de liquidations judiciaires...)

Vu la liste d'admissions en non valeurs numéro 6277002212 présentée par le compte du SGC d'Harfleur en date du 17/09/2024 pour un montant de 250 €.

le conseil municipal, à l'unanimité, Décide

D'admettre les créances inscrites sur cette liste en non valeur et d'émettre le mandat au c/6541 + 250 EUROS

et selon la décision modificative :

art 6541 + 250 euros article 60633 -250 euros

MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC PARKING MAIRIE ET REDEVANCE FOOD TRUCK HUMBURGER VENDREDI (délibération 2024/5/25)

Vu l'article L 22421-1 du Code Général des collectivités territoriales dispose que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées par la commune

Vu l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques dispose que le domaine public d'une personne publique est constitué des biens lui appartenant soit affectés à l'usage direct du public soit affecté à un service public

Vu l'article L2125-1 du CG3P dispose que toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance l'autorisation d'occupation peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général

Le conseil municipal décide à l'unanimité de mettre à disposition le domaine public - communal , notamment le parking de la mairie pour le **food truck hamburger " CHTI BARAK "** tenu par Mr BOULOGNE David , qui occupe l'emplacement tous les **vendredi soir de 18H à 21 heures**

la redevance demandée sera d'un montant de 50 euros annuel à compter de janvier 2025 autorise Mr le Maire de délivrer un arrêté de voirie portant stationnement sur le domaine public

MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC PARKING MAIRIE ET REDEVANCE FOOD TRUCK HUMBERGER MERCREDI (délibération 2024/5/26)

Vu l'article L 22421-1 du Code Général des collectivités territoriales dispose que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées par la commune

Vu l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques dispose que le domaine public d'une personne publique est constitué des bien lui appartenant soit affectés à l'usage direct du public soit affecté à un service public

Vu l'article L2125-1 du CG3P dispose que toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne public donne lieu au paiement d'une redevance l'autorisation d'occupation peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général

Le conseil municipal décide à l'unanimité de mettre à disposition le domaine public communal , notamment le parking de la mairie pour le **food truck HUMBERGER "G LA PATATE"** tenu par Mr Gabriel PETIT occupera l'emplacement tous les mercredi de **11H à 14 heures**

la redevance demandée sera d'un montant de 50 euros annuel

autorise Mr le Maire de délivrer un arrêté de voirie portant stationnement sur le domaine public

- **TARIF LOCATION SALLE (délibération 2024/5/27)**

le conseil municipal approuve à l'unanimité

- la convention de location et ses annexes de la salle polyvalente pour les habitants et l'extérieur

- **décide de la tarification de la salle polyvalente à compter du 1ER JANVIER 2025**

- HERMEVILLAIS weekend : 400 euros

- HORS COMMUNE weekend : 650 euros

A compter du 1ER SEPTEMBRE 2024

- vin d'honneur : HERMEVILLE 150 euros EXTERIEUR 200 EUROS

sauf le vendredi et en journée jusqu' à 20 heures

concernant les associations: comité des fêtes, marche...., une redevance sera demandée de 10 euros par jour par activité : vide grenier, salon artisanal, téléthon, fête des voisins...

NOEL DES ANCIENS (délibération 2024/5/28)

le conseil municipal décide à l'unanimité de renouveler le repas de Noël des anciens LE DIMANCHE 15 DECEMBRE 2024 à la salle polyvalente pour les personnes âgées à partir de 63 ans, et résidant à Hermeville. Un 2E choix sous forme de colis repas sera proposé pour les personnes ne pouvant assister au repas, délègue Mr le Maire pour le devis auprès du traiteur, dont le montant par personne sera d'environ 35 euros

QUESTIONS DIVERSES

- les voeux du maire sont prévus VENDREDI 17 JANVIER 2025 à 18H30

CLOTURE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 2024

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 HEURES 30

	POUR CONTRE ABSENTION		
approbation pv dernière réunion	11	11	0
abrogation délégations consenties au maire	11	11	0
Recensement population 2025	11	11	0
SCOT (schéma cohérence territorial)	11	11	0
fonds aide aux jeunes	11	11	0
décision modificative annulation location	11	11	0
décision modificative non paiement 2020	11	11	0
Food truck MERCREDI ET VENDREDI	11	11	0
TARIF Location salle polyvalente	11	11	0
NOEL DES ANCIENS 2024	11	11	0

Le Maire

Laurent LHEUREUX

le secrétaire de séance

Eric CHARPENTIER